



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Domaine des Sciences Sociales

Mention ECONOMIE

Niveau L3



Option : ECONOMIE MATHEMATIQUE

L'octroi de crédits bancaires Malgache et la monnaie

Présente par : ANDRIANIRINA Tobiniaina Julio

Numéro à l'examen : 310

Date de soutenance : 26/03/2019

Encadreur : Dr Ramiandrisoa Olivier

Date de dépôt : 27 Février 2019

Année Universitaire : 2017-2018

REMERCIEMENT

« Remerciements éternels à Dieu tout puissant pour les précieux cadeaux de connaissances, qui nous ont apporté d'incommensurable joie »

Dans le cadre de la préparation de la soutenance, de nombreuses personnes méritent d'être citées ici parce que sans leur participation, ce travail n'aurait pas pu être mené à bon terme.

Ma profonde gratitude va tout particulièrement à :

- A Monsieur Le Doyen de la Faculté D'Economie Gestion, et de Sociologie (Faculté E.G.S).

Veillez trouver dans ce présent mémoire, la marque de notre reconnaissance pour les années d'études à la Faculté-E.G.S.

- A Monsieur Le Chef département Economie,
- Nous avons de la chance d'avoir bénéficié de votre inestimable conseil, de votre compétence et de votre appui. Soyez assuré de toute notre gratitude et de nos vifs remerciements pour votre acceptation de cette soutenance de mémoire.
- A Monsieur, Ramiandrisoa Tianarisoa Olivier

Notre encadreur pédagogique qui a assuré le suivi de notre travail depuis sa préparation jusqu'à sa réalisation. Les mots ne peuvent exprimer notre reconnaissance à votre égard. Nous vous remercions d'avoir partagé avec nous l'avantage de votre grande intelligence, de votre prévoyance dans tous les conseils que vous nous avez prodigué.

- A Tous les enseignants titulaires de la Faculté-E.G.S, pour avoir partagé vos connaissances et expériences durant notre cursus universitaire. Soyez sûr que nous retiendrons toujours, les meilleurs souvenirs des années passées à vos côtés

SOMMAIRE

REMERCIEMENT

SOMMAIRE

LISTE DES ABREVIATIONS

LISTE DE TABLEAUX ET GRAPHIQUES

RESUME :

INTRODUCTION GENERALES

PARTIE 1

ETUDE THEORIQUE DE LA MONNAIE ET CREDIT

Section 1 : Monnaie et crédits

Section 2 : modèle économétrique

PARTIE 2

**L'APPLICATION DE L'ETUDE DE MONNAIE DANS LE CAS DE
MADAGASCAR**

Section 1 : blocage d'octrois de crédits

Section 2 : les autres variables influençant l'octroi de crédit

CONCLUSION

ANNEXES

BIBLIOGRAPHIE

Liste des abbreviations

Y : Revenu

Re : Taux d'intérêt à l'équilibre

μ : Propension à consommer pour l'investissement

β : Motif de spéculation

α : Motif de transaction et précaution

BFM: Banky Foiben'ny Madagasikara

I: Investissement

G : dépense public

Liste des tableaux et figures

Figures : graphiques de la fonction d'investissement et consommation... 11

Schéma de représentation de pauvreté 26

Tableau de la contrepartie de la monnaie 33

RESUME :

L'étude porte sur la distribution des crédits aux agents économiques. Les individus sont octroyés des crédits par un rationnement, l'étude de la théorie monétaire explique le phénomène reliant à l'octroi du crédit : l'analyse keynésienne, et l'analyse classiques. Les keynésiens traitent la demande de monnaie pour trois motifs 03 à savoir la précaution, transaction et spéculation, par contre les classiques abordent une vision dichotomique de la monnaie ou l'octroi de crédit précisément. Suite à ces deux vision contradictoire, on se réfère à une modélisation économique, la régression est de type linéaire multiple, la variable expliquée désigne la somme de l'octroi du crédit ainsi que les variables exogène désigne les facteurs influençant la quantité du crédit. Dans le cas de Madagascar la raison qui bloque l'octroi des crédits est l'existence de l'asymétrie d'information, certaine banques ne prennent pas ses fonctions d'entreprise de risque : morale et la sélection adverse puis la faiblesse de la contrepartie monétaire, à savoir les trois créances 03 sur la banque malgré la surliquidité, sur l'économie, et trésors. A Madagascar la théorie classique est approuvée, l'augmentation en excès de crédits conduit de l'inflation

INTRODUCTION GENERALES

Actuellement, la monnaie à Madagascar est une monnaie faible face aux devises et le pays Madagascar reste toujours le pays pauvre au fil du temps Madagascar ne cesse pas de se rétrograder .certains individus ne peuvent plus s'investir, et les banques commerciales sont de plus en plus nombreuses .malgré l'installation de nombreuses banques à Madagascar, certaines agents économiques Malgaches ont toujours une pouvoir d'achat faible en généralité, et ne peuvent pas se permettre de se créditer. C'est ainsi que la problématique se pose 'pourquoi les banques primaires ne peuvent pas octroyer de crédit a tous les agents économiques Malgaches ? Des facteurs sont à l'origine de ses blocages

PARTIE 1

ETUDE THEORIQUE DE LA MONNAIE ET CREDIT

L'étude de la monnaie consiste à étudier plusieurs aspects dans le domaine économiques. L'étude de ses évolutions se définit sur la dématérialisation, avant la monnaie garde trop de l'espace et recourt un risque au commerçant, dans son évolution elle revêt la forme scripturale en utilisant les supports électroniques. L'étude ne se limite pas seulement sur son évolution, elle consiste centralement sur le flux monétaire. Une injection de monnaie induit une pénurie sur une économie, l'inflation se situe pour le blocage de l'injection monétaire dans l'économie. Pour cela, cette injection doit correspondre à la liquidité que les agents économiques détiennent pour éviter toute chute de puissance économique. A l'inverse la pensée keynésienne s'oppose à la vision dichotomique de la monnaie, une injection de la monnaie peut être un facteur du développement à court terme. L'augmentation de l'offre de monnaie induit positivement l'augmentation du revenu ou production, cela engendra une croissance économique qui est du a la croissance du revenu Y . Pour élucider cette situation floue des analyses sont avancées. L'étude se repartit de la section suivante

Section 1 : Monnaie et crédits

1) Histoire de la dématérialisation de la monnaie:

Le passage de la monnaie abstrait en monnaie concrète avant tout la monnaie en 1600 avant jésus christ a pris forme un cauris qui est un petit coquillage, puis en VIème siècle ce cauris s'est substitué par la créseide e de Lydie. Le louis d'or a aussi remplacé la créseide en XIVème siècle mais en XXIème siècle il ya l'apparition du billet de banque en euro qui correspond à la monnaie fiduciaire

En outre en 1971 jusqu'à nos jours actuel les monnaies électroniques et scripturales (crédits bancaires déjà) existent que certaines agents économiques utilisent pour se faire créditer par la banque

2) Généralités sur les crédits bancaires :

Le mot crédit provient du verbe latin « crédere », qui signifie « croire, faire confiance ». Et effectivement, celui qui consent un crédit « croit » en celui qui le reçoit. En d'autres termes, le créancier fait confiance à son débiteur. Le crédit est défini comme étant « ...tout acte à titre onéreux par lequel une personne met ou promet de mettre des fonds à la disposition d'une autre personne ou prend, dans l'intérêt de celle-ci, un engagement par signature tel qu'un aval, un cautionnement ou une garantie sont assimilées à des opérations du crédit, les opérations de location assorties d'options d'achat notamment, le crédit-bail¹

¹Article 68 de l'ordonnance n° 03-11 du 26/08/2003 relative à la monnaie et au crédit

2.1) Les différents types de crédits bancaires :

Selon les besoins de crédits, il y a plusieurs types du crédit

- Les crédits d'exploitations : ce sont les financements consentis à court terme, ils permettent aux entreprises de couvrir en temps leurs besoins de trésorerie, les entreprises seront créditées sur ses compte en fonction de ses besoins de financement ou déficits. Les crédits octroyés servent généralement à procurer des liquidités ; de façon à pouvoir assurer des paiements à court terme, dans l'attente de recouvrement de créance facturée .Ces liquidités sont soumises aux variations saisonnières ou conjoncturelles.¹
- Les crédits par signature: un crédit par signature est un engagement du banquier envers les tiers en vue de réaliser les obligations contractées envers eux par certains de ses clients, en cas ou ces derniers s'avéreraient défaillants. Les crédits par signature se présentent sous quatre (03) formes² : l'aval, l'acceptation et le cautionnement
- Le crédit de financement commerce extérieur : ceci désigne l'ensemble des transactions commerciales (importation et exportation) réalisé entre un pays et le reste du monde. Ces transactions engendrent une importante circulation des biens, des services et des capitaux. Les opérations avec l'extérieur comportent beaucoup de risques en raison de l'éloignement des partenaires, à savoir les risques de la différence des réglementations, des problèmes de langue et des politiques monétaires et politiques financières. Les pouvoir publics encouragent les opérations économiques nationales à s'ouvrir sur l'extérieur. Par conséquence, les banques sont amenées à satisfaire les besoins de l'entreprise en matière de réalisation d'opération d'importations et d'exportations. Les banques convertissent la devise en monnaie nationale ou l'inverse. Ces opérations peuvent être réalisées par le

¹Bouyacoub F. « L'entreprise et le financement bancaire » ; Edition Casbah ; Alger 2003 ; P.229

²Luc B-R. : « Pratique de technique bancaire » ; 21^{ème}édition ; Dunod ; Paris ; 2001 ; p 280

biais de diverses formes de crédits, liées à chaque fois, à l'objet du financement, soit les exportations ou les importations¹

- Les crédits aux particuliers : Comme les entreprises, les particuliers peuvent avoir des ressources suffisantes pour financer leur besoins, comme il peut leur arriver que leurs disponibilités ne leur permettent pas en compte d'effectuer une opération de dépenses. Pour cela, ils peuvent solliciter l'appui du banquier pour face à leurs divers besoins. Les crédits aux particuliers sont des crédits affectés, essentiellement à la consommation de biens et services octroyés à des personnes physiques pris en dehors de leurs activités professionnelles. Les crédits aux particuliers peuvent être subdivisés en deux catégories²

¹Luc B-R. : « Pratique de technique bancaire » ; 25^{ème} édition Dunod ; Paris ; 2008 ; P.345.

² Les crédits sont classés en deux sections : crédit à la consommation et crédit immobilier

3) Les fonctions de la monnaie :

La monnaie est définie par ses fonctions, Walker définissait que ' money is that money does .

- La monnaie comme unité de compte : pendant l'économie de troc, il y a un système de prix compliqué, plusieurs prix sont possible, qui sont forme par l'analyse combinatoire $n!/2!(n-2)! = n(n-1)/2$.ce sont encore des prix relatifs, l'assimilation de la monnaie enlève le système de prix complexe en modifiant en prix absolus. Comme unité de compte, la monnaie réduit le nombre des prix nécessaires dans une économie, ce qui réduit les coûts de transaction. Par exemple : Si on a 30 biens à évaluer, il faut établir 435 combinaisons possibles. En effet, grâce à l'analyse combinatoire $n!/ (n-2)!*2! = n(n-1) / 2 = (30* 29)/2$. Les classiques attribuent cette fonction comme étalon de mesure, ils assimilent une vision dichotomique
- Fonctions d'intermédiaire d'échange : Il y a les indivisibilités des biens, le problème de double coïncidence, durant l'économie de troc. L'introduction de la monnaie vise à résorber tout problème. Afin que la monnaie dispose de fonction d'intermédiaire d'échange, elle doit avoir les caractéristiques suivantes : la monnaie a le cours légal, acceptée dans l'espace et dans tout lieu géographique ; la monnaie a un pouvoir libérateur, elle nous libère de nos dettes
- Fonctions de réserve de valeur : la monnaie permet la consommation ultérieure :le transfert du pouvoir d'achat d'une période à une autre sans pour autant garantir le « pouvoir réel », ou l'inflation. Elle permet d'aménager les décisions par rapport au présent, au passé et à l'avenir et offre les avantages des choix temporels. Selon Keynes, essentiellement du fait qu'elle constitue un lien entre le présent et l'avenir ". Les agents sont alors incités à épargne

4) Elucidation de la confusion de la monnaie et crédits dans l'économie politique du XVIIIe siècle :

Le crédit commercial fait circuler les marchandises. Le crédit bancaire fait circuler la monnaie. La notion de « large de crédit ». Le billet de banque est toujours pour le porteur un certificat de dépôt. Pour la limite de l'émission pour le banquier, La circulation « virtuelle » de l'encaisse, Le billet de banque n'accroît pas la quantité de la monnaie. Il est l'expression immatérielle de la vitesse de circulation.

Selon le Richard Cantillon : Son livre est une sorte d'« antisystème »). Idée modeste des possibilités du crédit. Le billet, de banque, moyen de faire circuler plus vite la monnaie. Le banquier doit toujours être en mesure de rembourser. Procédés employés par la Banque d'Angleterre pour retarder ses remboursements en cas de difficulté. Identité entre le billet de banque et l'inscription en compte-courant. Cantillon est opposé à toute modification de l'étalon monétaire. Mauvaise organisation bancaire de la France à son époque¹

Adam Smith : A sous les yeux la double expérience du billet de banque en Ecosse et des papiers-monnaies coloniaux. Justesse de ses idées pratiques. Erreur de sa conception théorique du billet de banque considéré sur tout comme une monnaie moins coûteuse que les espèces métalliques et apte à remplacer celles-ci. La fameuse comparaison du crédit avec une route aérienne repose sur une erreur. Fausse idée que la quantité de billets qui peut circuler est égale à celle de la monnaie métallique qui existerait sans le billet. Fausse conception du mécanisme par lequel se déclenche une émission excessive de billets. Correction de cette théorie par Thornton. Identité des idées de Smith et de Lavy sur la monnaie considérée comme un « bon d'achat

¹ Charles Rist, histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie depuis John Law jusqu'à nos jours, librairie du recueil Sirey 22 Rue Soufflot, Paris (v) 1938 pp 20-34

Conséquences fâcheuses de l'idée de Smith qu'économiser les espèces métalliques est toujours un bienfait. Idées justes de Smith sur l'action différente qu'exercent sur les prix le billet de banque et le papier-monnaie. Comment le billet convertible, s'il est émis en grande quantité, fait varier le pouvoir d'achat du métal. Complément apporté sur ce point par Thornton à la doctrine de Smith ¹

Le Comte Follien : Disciple fidèle d'Adam Smith qui est l'admirateur de l'Angleterre. Le billet ne fait que remplacer dans la circulation les instruments de paiement commerciaux. Nécessité d'une encaisse. Inutilité d'un capital. Follien ne voit pas que le billet « fait circuler » l'encaisse. Le billet est pour lui une «monnaie artificielle», meilleur marché que les espèces. Napoléon voit dans le billet de banque un moyen de faire baisser le taux d'intérêt. Résistance de Mollien à cette idée. Il distingue mal le crédit et la monnaie².

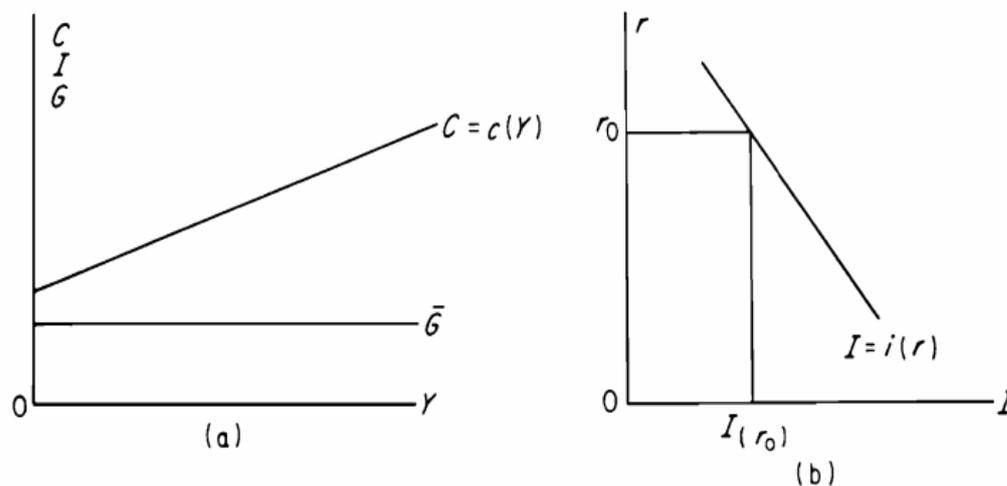
¹ Charles Rist, histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie depuis John law jusqu'à nos jours, librairie du recueil sirey 22 Rue soufflot, Paris(v) 1938 pp 46-57

² La monnaie ne constitue qu'un outil artificiel adopté dans la société

5) La demande de monnaie :

➤ Dans le cadre macroéconomique simplifié :

La consommation est une fonction croissante du revenu disponible seulement, L'investissement est considéré comme inversement proportionnel au taux d'intérêt, tandis que les dépenses publiques constituent un facteur exogène. Les dépenses sont des variable exogène, Le modèle est en équilibre lorsque le niveau des dépenses dans l'économie considérée est égal au niveau de revenu. La quantité de ressources est égalisée à la quantité de dépenses, $Y(r)$ donne le niveau du revenu lorsque le taux d'intérêt est égal à r . Le quadrant (a) décrit la fonction de consommation $C = c(Y)$ et le niveau exogène des dépenses publiques \bar{G} , tandis que la fonction d'investissement $I = i(r)$ est décrite dans le quadrant (b). Si l'on suppose que le taux d'intérêt est égal à r , l'investissement est déterminé par $I(r)$. Dans le quadrant (c), l'investissement a été ajouté à la consommation et aux dépenses publiques pour tracer la courbe $C + I(r_0) + G$ qui implique le revenu Y^1

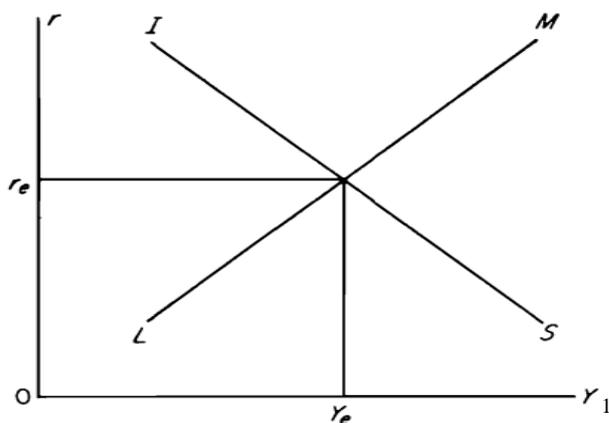


Figures : graphiques représentatifs de la fonction d'investissement et de la consommation, source collection David pages 23

¹ E.LAIDLER David La demande de monnaie théories et vérification empirique. Collection finance dunod, paris et Montréal, université de Manchester p23

² Ce schéma explique la constance de dépense publique, et la relation inversement proportionnelle du taux d'intérêt à l'investissement

La courbe $c + 1(r_2) + G$ est supérieure à $C + 1(r_1) + G$ qui est-elle même supérieure à $C + 1(r_0) + G$, avec r_1 supérieure à r_2 , et r_0 supérieure à r_1 . A chacune de ces courbes de dépenses correspond un niveau d'équilibre du revenu. Comme on peut aisément le voir, plus le taux d'intérêt est faible, plus le revenu n'est élevé. Ces combinaisons entre taux d'intérêt et revenu d'équilibre sont déterminées par la courbe IS sachant que $r(n)$ est supérieur à $r(n+1)$. La formule mathématique justifie ce raisonnement, la dérivée de $Y=C+I(r)+G$ par rapport à r , donne une relation inverse. Après, l'analyse introductive du modèle simplifié, on représente la demande de monnaie simplifiée. La relation d'équilibre entre le taux d'intérêt et le niveau du revenu implicite dans le modèle du marché monétaire. M est la quantité de monnaie et P le niveau des prix de sorte que M/P est la quantité de monnaie mesurée en unités de pouvoir d'achat constant. L l'indice et d représentent l'offre et la demande et la barre au-dessus de M indique que c'est une variable exogène. En équilibre offre est égale à la demande



Source : courbe IS et LM collection dunod David PAGE 25

¹ Dans le modèle, le revenu d'équilibre n'est pas forcément un revenu d'emploi puisque même s'il y a des chômeurs aucune ne pousse la production pour atteindre le plein emploi

Notons que $Y(n+1)$ est supérieur à $Y(n)$ et P prix de l'offre de monnaie est fixé à P . L'équilibre du taux d'intérêt r (y_0) se détermine par l'égalisation de l'offre et demande de monnaie. La valeur d'équilibre du taux d'intérêt déterminée par le marché n'est une valeur d'équilibre que si le niveau du revenu demeure à Y_0 .

Forme Algébrique de la demande de monnaie macroéconomique :

La fonction d'investissement se présente comme suit : $I=I_0-\mu*R$, ainsi on obtient pour $Y= (C_0+C_t+I_0-\mu*R+G) / (1-c)$. Pour la fonction de demande de monnaie on a $(M_s / P) = (\alpha*Y-\beta*R)$, à l'équilibre on détermine Y_e qui est le revenu d'équilibre, et R_e^1 le taux d'intérêt à l'équilibre :

La fonction de consommation est de type keynésien : $C=C_0+c*Y_d$, C_0 désigne la consommation incompressible que les particuliers doivent réaliser pour survivre, petit c la propension à consommer du revenu disponible Y_d .

$$Y_e = \frac{\frac{\mu}{\beta} \left(\frac{M}{P} \right) + C_0 - c*T + I_0 + G}{(1-c) + \frac{\mu}{\beta} \alpha} \quad R_e = \frac{\frac{-(1-c)}{\alpha} \left(\frac{M}{P} \right) + C_0 - c*T + I_0 + G}{\mu + \frac{\beta}{\alpha} (1-c)}$$

$$\frac{\partial Y}{\partial M} = \frac{\frac{\mu}{\beta P}}{(1-c) + \frac{\mu}{\beta} \alpha} > 0 \quad ; \quad \frac{\partial R}{\partial M} = \frac{\frac{-(1-c)}{\alpha P}}{\mu + \frac{\beta}{\alpha} (1-c)} < 0^3$$

¹ R exprime le taux d'intérêt puisque c 'est une variable, on le note par une majuscule

² L'augmentation de Masse monétaire fait augmenter le revenu (production)

³ La variation de masse monétaire marginale réduit le taux d'intérêt

6) Théories classique de demande de monnaie :

Les classiques n'étudiaient pas crucialement la théorie monétaire, ils introduisaient les effets de l'augmentation de l'offre de la monnaie. Donc, si M est la quantité de monnaie: le nombre de fois où la monnaie change de mains c'est-à-dire sa vitesse de circulation: le niveau des prix et T : le volume des transactions, on peut écrire l'identité: $MV=PT$ il semblait logique de supposer qu'il y avait un certain rapport constant entre le volume des transactions et le niveau de production. Fisher a introduit cette formule : $MV = PT$. On interprète ceci en termes de vitesse de circulation ou en termes de fonction de la demande reliant les encaisses au volume des transactions d'une économie, il reste toujours la question: qu'est-ce qui détermine la vitesse de circulation ou le rapport monnaie-transactions ? il semblerait qu'une économie dans laquelle l'usage des cartes de crédit est très largement répandu nécessitera moins de monnaie pour financer un volume d'affaires donné qu'une économie où tous les paiements doivent se faire directement en espèces. Pour des raisons analogues, il faut tenir compte des usages commerciaux concernant les possibilités d'octroi de crédit. Par ailleurs, la qualité des communications d'une économie est également un élément important.

Suite à l'impertinence de l'équation de Fisher Irving, l'école Cambridge a adapté une solution meilleure décrivant la réalité. La présentation par l'école de Cambridge de la théorie de la demande de monnaie revient à dire que, si l'on aborde le problème des encaisses dans l'économie du point de vue du comportement des choix faits par les individus, il faut considérer la satisfaction obtenue par un individu à travers la détention de monnaie nécessaire pour les transactions, son patrimoine, le taux d'intérêt, les prévisions qu'il fait sur la marche future des événements, etc. comme ayant une influence potentielle importante sur la demande de monnaie. Donc l'équation est formée par $MV=PY$

7) Les instruments de la politique monétaire :

La politique monétaire dispose des outils pour contrôler la monnaie en circulation : Le contrôle du crédit ; réescompte, la politique d'open market, réserve obligatoire. Ici on s'intéresse uniquement sur l'encadrement du crédit

- Le contrôle du crédit : Le premier instrument est l'encadrement du crédit dont l'objectif est de limiter le crédit distribué par les banques, principale source de création monétaire. Ce dispositif contraignant alloue à chaque banque une enveloppe de crédit à octroyer. Tout dépassement de ladite enveloppe fait l'objet de sanctions. Cette procédure a constitué l'instrument central de contrôle de la création monétaire dans le régime d'économie d'endettement administrée. Avec l'encadrement du crédit et les bonifications d'intérêt, l'État contrôle non seulement l'évolution globale du crédit mais influence également la répartition de celui-ci entre les agents économiques.

8) Les canaux de transmission de la politique monétaire

Elles permettent de connaître comment la politique monétaire peut être susceptible pour favoriser la croissance et donc permet de considérer les effets de la monnaie sur l'économie réelle. On distingue trois canaux principaux qui mettent respectivement l'accent sur le rôle des taux d'intérêt et des prix d'actifs, du crédit et des anticipations. Ici on s'intéresse uniquement sur le canal du crédit et intérêt

- Le canal des taux d'intérêt et des prix d'actifs Dans le modèle néokeynésien ISLM, le canal du taux d'intérêt constitue le principal mécanisme de transmission de la politique monétaire. Selon cette conception traditionnelle, une politique monétaire expansionniste, qui amène une baisse du taux d'intérêt, réduit le coût du capital, ce qui entraîne une augmentation des dépenses d'investissement. Il en résulte, par le mécanisme du multiplicateur, un accroissement de la demande globale et de la production. Dans ce modèle, le canal de transmission de la politique monétaire passe par un effet sur le coût du capital. Ce

modèle standard présente plusieurs limites. En particulier, il n'y a qu'un seul taux d'intérêt dans le modèle ISLM : le taux nominal déterminé sur le marché monétaire. Or, si les autorités monétaires contrôlent le taux d'intérêt à court terme, sur le marché monétaire, ce sont surtout les taux d'intérêt à long terme, sur les marchés financiers, qui affectent les décisions d'investissement des entreprises. Il faut donc prendre en compte la relation entre taux court et taux long. De plus, la variable pertinente pour les décisions des entreprises est le taux d'intérêt réel, corrigé des anticipations d'inflation, et non le taux d'intérêt nominal coté sur le marché

- Les canaux du crédit : Prenant en compte cette critique, les économistes d'inspiration keynésienne ont mis en avant deux canaux de base pour la transmission de la politique monétaire, reposant sur la performance ou la perfection de marche aux niveaux des capitaux
 - Le canal étroit du crédit bancaire. Selon cette approche, la politique monétaire influence l'économie en agissant directement sur le volume des crédits offerts par les banques aux agents non financiers. Le rôle prépondérant du crédit bancaire provient de ce que la plupart des agents non financiers le crédit bancaire et les titres sont deux modalités de financement imparfaitement substituables. Cette substituabilité est, en effet, inexistante pour les particuliers et souvent faible pour les entreprises, dans la mesure où la capacité à émettre des titres pour se financer est généralement nulle pour les particuliers et faible pour la plupart des entreprises (cas des petites entreprises). Ainsi, la politique monétaire a d'importants effets redistributifs, dans la mesure où le degré de substitution entre les différentes formes de financement (crédits et titres) n'est pas le même selon les agents et leur taille. Par ailleurs, cette imparfaite substituabilité se traduit par une inélasticité de la demande de crédit aux variations de son prix (les taux d'intérêt débiteurs). Il en résulte que la politique monétaire affecte le comportement des agents non financiers beaucoup plus par son effet sur la quantité de crédit disponible (on parle d'effet de disponibilité du crédit) que par son influence sur les taux d'intérêt. Le canal étroit du crédit bancaire agit de la façon suivante : une politique

monétaire expansionniste, qui contribue à accroître la liquidité bancaire, augmente la quantité de prêts bancaires disponibles. Compte tenu du rôle spécifique des banques, en tant que prêteurs à certaines catégories d'emprunteurs, cette augmentation du volume des prêts conduira à une hausse des dépenses d'investissement et de consommation¹.

- Le canal large du crédit. Le déclin de l'importance du crédit bancaire a amené à introduire une seconde approche du canal du crédit, mieux adaptée à la réalité actuelle des marchés de capitaux. C'est le canal large du crédit, ou canal du bilan, qui prend en compte l'ensemble des financements des entreprises, ce qui inclut les nouvelles formes de dettes négociables sur les marchés. Les entreprises ont le choix entre un financement interne (autofinancement) et un financement externe qui est plus coûteux. La différence de coût entre ces deux modalités est appelée la prime de financement externe. Celle-ci trouve son origine dans l'existence d'asymétries d'information dans la relation entre les prêteurs et les entreprises. Ces asymétries portent sur deux aspects de la relation entre emprunteurs et prêteurs. D'une part, les prêteurs sont moins bien informés que l'entreprise qui emprunte sur la situation réelle de celle-ci et sur le caractère plus ou moins risqué de ses projets (sélection adverse). D'autre part, les prêteurs ne peuvent pas contrôler parfaitement l'action de l'entreprise une fois les prêts accordés ; le danger est alors qu'elle adopte un comportement imprudent qui pourrait affecter sa capacité de remboursement. Les prêteurs sont amenés, de ce fait, à intégrer dans le coût du crédit une prime de financement externe qui correspond aux risques de non recouvrement. Cette prime est une fonction inverse de la richesse nette de l'entreprise qui reflète sa solidité financière et sa capacité à apporter des garanties. Dans ce cadre, en affectant les bilans des entreprises, la politique monétaire est susceptible d'agir sur leurs financements et leurs dépenses d'investissement.

¹ Dominique Philon, la monnaie et ses mécanismes, quatrième éditions la découverte 2004 .9Bis, rue Abel Hovelacque 75013 paris pp 90-120

Section 2 : modèle économétrique

1) Etudes économétriques :

L'étude économétrique permet d'analyser et distinguer l'étude empirique, elle montre la relation ou non relation entre les variables économiques, ceci ramène à une modélisation mathématiques. L'analyse concerne également une modèle linéaire multiple

Présentation du modèle :

$Y_t = \beta_{t0} + \sum_{n=1}^k \beta_{tn} * X_{tn}$, où $X = \{X_0 ; \dots ; X_t\}$ est un vecteur colonne et $X_0 = \{1 ; \dots ; 1\}$, pour cela on peut écrire en forme matricielle le produit comme suit :

$$\begin{pmatrix} y_1 \\ y_2 \\ \cdot \\ \cdot \\ \cdot \\ y_T \end{pmatrix} = \begin{pmatrix} 1 & x_{12} & x_{13} & \cdot & \cdot & \cdot & x_{1k} \\ 1 & x_{22} & x_{23} & \cdot & \cdot & \cdot & x_{2k} \\ \cdot & \cdot & \cdot & \cdot & \cdot & \cdot & \cdot \\ \cdot & \cdot & \cdot & \cdot & \cdot & \cdot & \cdot \\ \cdot & \cdot & \cdot & \cdot & \cdot & \cdot & \cdot \\ 1 & x_{T2} & x_{T3} & \cdot & \cdot & \cdot & x_{Tk} \end{pmatrix} \begin{pmatrix} \beta_1 \\ \beta_2 \\ \cdot \\ \cdot \\ \cdot \\ \beta_k \end{pmatrix} + \begin{pmatrix} e_1 \\ e_2 \\ \cdot \\ \cdot \\ \cdot \\ e_T \end{pmatrix}$$

Écriture : $Y = X * \beta + \varepsilon$, et ε : le terme d'erreur ; β les paramètres à estimer

Afin que le modèle soit linéaire à variable multiple, il faut respecter les conditions suivantes :

- L'erreur ε doit suivre une distribution de loi normale $\mathcal{N}(0; \sigma^2 I_T)$, cette hypothèse affirme la non corrélation des résidus, il y a alors l'homoscédasticité des résidus¹.
- Les variables explicatives x sont supposées non stochastiques, c'est à dire qu'elles sont fixes dans des échantillons répétés. Cette hypothèse implique que $E(X^T e) = 0$. Cette hypothèse est nécessaire pour assurer que l'estimateur des MCO sera sans biais.

2) Propriétés de l'estimateur de moindres carrés ordinaires :

La propriété suit le principe de Gauss-Markov, les paramètres sont sans biais, la variance des paramètres converge vers 0 zéro si T tend vers plus infini $+\infty$. On estime les paramètres par la minimisation de la fonction des résidus en carrée : $\min \sum_{t=1}^T e_t^2$, donc $\frac{\partial y}{\partial \beta} = 0$

$$\hat{\beta} = (\mathbf{X}^T \mathbf{X})^{-1} \mathbf{X}^T \mathbf{y}$$

Avec \mathbf{X}^T est la transposée de la matrice \mathbf{X} , et $\mathbf{Y} = \begin{pmatrix} Y_0 \\ \vdots \\ Y_T \end{pmatrix}$ qui est le vecteur

Calcul de coefficient de détermination : on interprète le coefficient de détermination par la somme carrée de variance expliquée (SCR) divisée par la somme des variance totale (SCT²). Plus R^2 est proche de 1 un, il y a une forte relation entre la variable expliquée et les variables explicatives. On représente le R^2 par la formule ci-dessous :

¹ La moyenne des erreurs est 0 zéro, ce qui signifie que l'étude atteint la cible

² François Eric Racicot Raymond Théoret, Traité d'économétrie financière, modélisation financière, 2001 presses d'université de Québec, delta I pp 100-116

$$R^2 = 1 - \frac{SCR}{SCT} = 1 - \frac{\sum \hat{e}_i^2}{\sum (y_i - \bar{y})^2} = 1 - \frac{\hat{\mathbf{e}}^T \hat{\mathbf{e}}}{\mathbf{y}^T \mathbf{A} \mathbf{y}}$$

Parfois on corrige R^2 avec ses degrés de libertés :

$$\bar{R}^2 = 1 - \frac{\sum \hat{e}_i^2 / (T - k)}{\sum (y_i - \bar{y})^2 / (T - 1)} = 1 - \frac{\hat{\sigma}_e^2}{\hat{\sigma}_y^2}$$

L'ajustement de R^2 est traité de deux façons pour sa présentation. Si R^2 supérieure à 0,5 on se trouve sur l'ajustement, il y a bien une relation entre la variable exogène et la variable expliquée. Inversement, le R^2 est au-dessous de 0,5. cela n'approuve pas la relation, une R^2 proche de 1 signifie que le modèle trouve sa performance. Suite à l'évolution de l'étude dans le temps, on utilise le R^2 corrigé de ses degrés de liberté et la représentation sont interchangeables.

PARTIE 2

L'APPLICATION DE L'ETUDE DE MONNAIE DANS LE CAS DE MADAGASCAR

Madagascar est actuellement en dégradation sur sa performance économique, cela est dû à l'inflation non maîtrisée. A Madagascar, les banques commerciales sont de plus en plus nombreuses, elles ne satisfont pas les besoins de l'octroi du crédit, cela provient de multiple raison bloquant l'octroi du crédit. Le taux d'intérêt de la banque est déjà minimum selon ses informations. Au niveau de l'agent ayant besoin de crédit, le taux est pénalisant selon l'évolution de ses activités, l'asymétrie d'information réside un facteur bloquant. il ya l'alea morale, la sélection adverse. Les banquiers doutent de la rentabilité de l'activité des prêteurs. Seuls les prêteurs connaissent la situation de ses projets. La formule s'obtient par l'étude de la théorie de jeux en deux joueurs. En outre, on constate d'autre facteur sur la créance d'une économie. Afin de savoir les bloquant d'octroi de crédit à Madagascar il faut aborder les sections de la patrie deuxième

Section 1 : blocage d'octrois de crédits

1) Les fuites de la monnaie :

La banque commerciale est libre d'octroyer de crédits bancaires, elle crée de la monnaie scripturale qui s'effectue par un jeu de crédit. Or la création monétaire de la banque primaire met la banque aux détriments de ses ressources. Une fuite monétaire apparaît durant l'octroi du crédit, on classe deux fuites de la création monétaire :

Fuites naturelles : les banques primaires connaissent une fuite lorsque leur liquidité ou monnaie centrale ne peut plus satisfaire la demande de monnaie centrale par les agents non financiers. Les ménages vont demander un billet de banque à leurs dépôts, vu que ce sont les prêts qui font le dépôt pas l'inverse, et ces sont les prêts qui font les crédits. Il y a donc la conversion de monnaie scripturale en monnaie centrale de forme liquide. Les banques de second rang ne sont pas disposées de satisfaire la demande de monnaie centrale par les ménages, elles sont alors contraintes de demander de liquide aux banques centrales, les banques commerciales s'engagent à s'emprunter de monnaie centrale. La fuite monétaire se présente, et la création monétaire échappe à la banque

La seconde fuite naturelle est l'inconvertibilité de monnaie scripturale entre les banques de second rang. La loi interbancaire interdit les conversions de jeu d'écriture entre les banques, les fuites se montrent aux seins des banques. Un agent économique non financier ne peut pas régler ses comptes à un autre agent qui n'a pas un compte courant dans même établissement financier à lui. L'agent économique est contraint de demander une monnaie liquide à sa banque, ce qui échappe encore à la banque commerciale. La banque est alors obligée d'emprunter de liquide aux banques centrales

La fuite artificielle, la banque centrale a instauré cette fuite artificielle pour des raisons : l'inflation, choc monétaire. La réserve obligatoire est imposée aux banques commerciales par la banque de ressort

2- L'existence d'asymétries d'information

Un très grand facteur empêchant l'octroi crédit bancaire l'existence d'asymétrie d'information. Les Malgaches sont considéré comme des populations à un taux d'alphabétisation encore faible au niveau mondial. La théorie économique standard a accordé un rôle explicite peu important à l'information. Dans le modèle de l'équilibre général par exemple, l'hypothèse généralement admise est celle de l'information parfaite, c'est-à-dire une situation dans laquelle l'information pertinente est semblablement disponible sans délai et sans coût pour tous les agents économiques concerné¹.

« On parle d'asymétrie d'information lorsque les différents protagonistes d'un échange ne sont pas également informés de la qualité exacte du produit ou du service sur lequel porte la transaction, le vendeur dispose généralement d'une meilleure information que l'acheteur. Ces déficits informationnels créent des perturbations dans le fonctionnement des marchés comme l'a montré Akerlof dans son très célèbre exemple des voitures d'occasion (Lemons)». ²Beaucoup d'indicateur établissent la pauvreté de Madagascar, ceci signifie que l'octroi de crédit n'a eu trop de lieu entre le secteur bancaire et le secteur non financier : absence de financement.

3- Présence du manquement de besoin d'octroi de crédit, le rapport des indicateurs macroéconomiques

La stabilité macroéconomique de ces quatre années, malgré les turbulences politiques, a également été un facteur déterminant atout pour le pays. L'inflation a oscillé autour de 6 à 7%, le déficit budgétaire a été inférieur à 2% pourcentage du PIB et le déficit du compte courant ont diminué pendant la crise pour atteindre -0,3% du PIB en 2014. Les crédits, en particulier pour le secteur des micros et petites et moyennes entreprises (PME), sont rares et coûteux, ne représentant que 12% du PIB à la fin de 2014. Madagascar a un ratio dette publique / PIB relativement faible (37,3% en 2014), avec une dette

¹G. DEBREU (1959) « *Theory of Value* ». New York, Wiley. Cité par : Abdelkader GLIZ (Octobre 2010) « *théorie des jeux et Economie de l'information* », Alger, P107

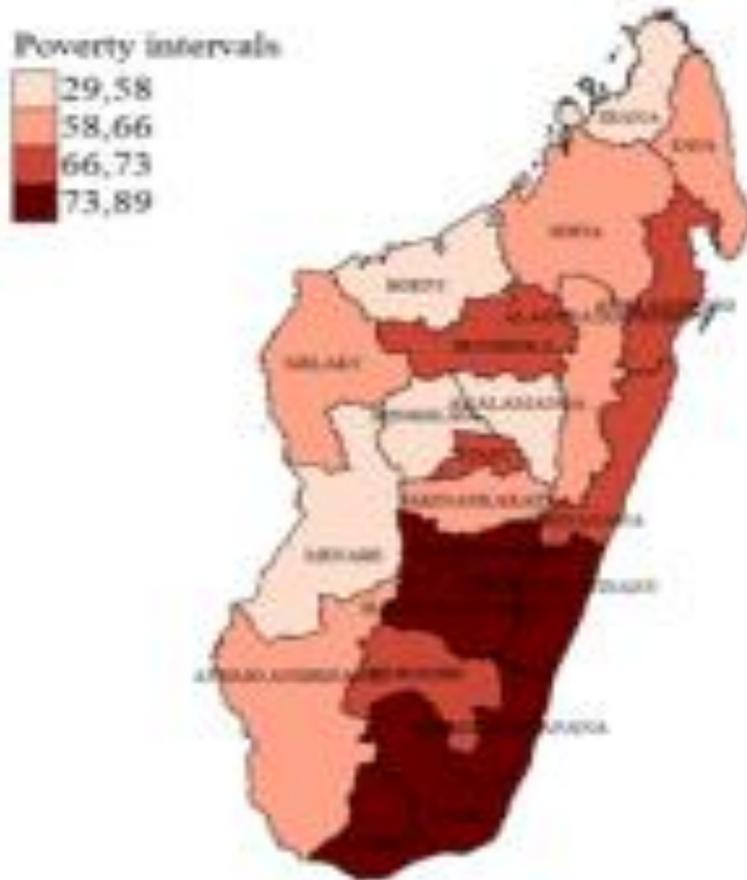
²C. DESCAMPS et J. SOICHOT « *Economie et gestion de la banque* », Paris, Editions Ems, 2002, p.13

extérieure représentant les deux tiers du total. Il existe deux principaux risques pour la macroéconomie stabilité. Premièrement, les faibles recettes fiscales, représentant seulement 9,7% du PIB en 2014, et bien en dessous de la moyenne des pays à faible revenu de 15,6% du PIB (moyenne 2005-2012). Ce niveau des recettes ne soutient pas les investissements publics nécessaires au développement ni les provisions adéquates des services publics. La seconde est la faiblesse des réserves internationales résultant de la diminution des ressources extérieures. L'Ariary, la monnaie locale, s'est déprécié. Durant les périodes de stabilité politique, Madagascar a connu une croissance plus forte. Dans Outre l'abondance de ses ressources naturelles, sa main-d'œuvre est peu coûteuse et relativement alphabète, et son secteur privé formel est petit mais diversifié. Madagascar a profité de ces atouts pendant les périodes de stabilité politique. La croissance moyenne entre 2003 et 2008 a atteint 7,4%, menée par les grands investissements miniers et la dynamique zone de traitement des exportations. Cette période a également coïncidé avec l'introduction de réformes importantes dans un certain nombre de domaines, notamment le climat d'investissement. Le L'expérience du pays au cours de la stabilité politique suggère que Madagascar est capable de croissance lorsque ses actifs sont déployés efficacement La non octroi du crédit conduit les agents économiques à un déficit de ses compte, les charges sont excédentaires par rapport aux ressources engagée .Les agent économique se munissent sur l'Etat, les ménage. Il y a l'absence de financement¹

¹ World Bank(2015), Madagascar Systematic country diagnostic, august 25, 2015 disponible sur <http://publications.worldbank.org>

- Schéma de représentation de pauvreté due à non financement par octroi de crédit bancaire

Pauvreté extrême à Madagascar, 2010



Source: World Bank (2014) face of poverty

Madagascar est toujours dans la situation de pauvreté extrême par rapport aux autres pays concurrent. Plus la couleur de la partie est foncée, plus la pauvreté est élevée. L'indicateur de produit intérieur brute de malgache est en moyenne centrée sur 400 dollars par ans, cela est du à non transaction Keynes il faut favoriser la dépense pour faire un développement

4- Notion de l'asymétrie d'information en réalité

Dans le marché de crédit, l'asymétrie de l'information est définie comme le fait pour les emprunteurs de posséder plus d'informations que les bailleurs de fonds sur leur propre entreprise (Fraser et al. 2001). Par exemple, les emprunteurs qui demandent un crédit ont habituellement une information supérieure sur les rendements et les risques potentiels associés au projet d'investissement qu'ils envisagent, que leurs prêteurs.

Cependant sur le marché du crédit, le bien échangé n'est pas un bien homogène, sa livraison et son paiement peuvent être très éloignés dans le temps¹. En fait, le crédit est délivré aujourd'hui contre une promesse de paiement dans le futur. Ce qui crée un risque de non remboursement dont l'emprunteur et le prêteur ont des appréciations différentes. En effet, l'emprunteur connaît assez bien les caractéristiques de son projet (rentabilité, risque...etc.), tandis que le prêteur est confronté à un manque d'informations. Le contrat entre le prêteur et l'emprunteur n'est pas un contrat spot donnant lieu à un règlement entre ces derniers. Les droits et les obligations de chaque partie ne s'exercent pas instantanément mais au contraire leur exercice se fait dans le temps jusqu'à l'échéance ou la fin de contrat. Il s'agit donc d'un contrat dans la durée. Le poids du temps pèse pour le prêteur. Autrement dit, le marché du crédit n'est pas un marché au comptant où les acheteurs et les vendeurs se rencontrent et choisissent finalement le prix. Au contraire, il y a un temps entre l'expédition d'un prêt et son remboursement. La probabilité de remboursement de prêt dépend à la fois de la qualité et du comportement de l'emprunteur au cours du temps. En raison de ce problème d'asymétrie d'information, les banques ne peuvent pas sectionner parfaitement les bons risques des mauvais. Cette situation entraîne des effets d'anti sélection (sélection adverse) et d'aléa moral (risque moral) qui peuvent conduire les banques à un mauvais discernement (et à l'extrême, à une trop forte sélectivité, ou à l'inverse, à un soutien abusif en matière d'octroi de crédits

¹K.Micheal FINGER et Ludger SCHUKNECHT (1999) « *Commerce, Finance et Crises financières* », L'Organisation mondiale du commerce (OMC), Genève, P

aux PME). Les emprunteurs peu susceptibles de rembourser leur dette (emprunteurs douteux) s'efforcent de dissimuler leurs faiblesses et sont prêts à accepter des taux d'intérêt plus élevés que les emprunteurs qui présentent peu de risques, c'est le phénomène dit anti sélection, du fait que la demande de crédit émanant l'emprunteur tend à être disproportionnée. Une fois qu'un crédit est accordé, l'emprunteur est invité à agir d'une façon qui réduit la probabilité de remboursement. C'est ce qu'on appelle le «risque moral»

On peut ainsi classer en deux l'asymétrie d'information :

- sélection adverse
- aléa-morale

4.1) La sélection adverse :

C'est l'anti sélection, les agents n'aiment pas le risque, ils préfèrent éviter et réduire le risque quand les caractéristiques d'une partie sont inconnues de l'autre (information cachée, hidden information). Elle représente l'incapacité à obtenir une information exhaustive sur les caractéristiques de biens apparemment identiques. Il s'agit d'un problème d'opportunisme qui est précontractuel résultant du fait que les individus détiennent des informations privées non accessibles au cocontractant. L'hypothèse théorique de la sélection adverse confirme l'existence des asymétries informationnelles sur le marché. Les coûts de la sélection adverse pèsent sur le prêteur

Dans la relation prêteur-emprunteur, ce phénomène apparaît avant que le projet n'aboutisse, c'est-à-dire avant la signature du contrat de crédit. Il ne permet pas au prêteur de connaître la capacité exacte de remboursement de l'emprunteur¹. Dans les modèles de sélection adverse, les emprunteurs présentant un risque plus élevé ex-ante de défaut voire la probabilité de remboursement plus faible et que, par conséquent, choisir des prêts plus importants. En tant que prêteurs ne peuvent pas observer le type de risque d'un emprunteur, la sélection adverse portera la décision de prêteur à refuser des octrois de crédits aux emprunteurs

¹Sylvie CIELPY et Marcelline GRANDINE, juin 2000« *Spécificité des banques dans l'expertise et le contrôle des risques PME* ».LISBONNE.P1

4.2) L'asymétrie ex-post ou aléa morale :

Il s'agit d'un comportement caché de l'emprunteur au moment de la conclusion du contrat d'octroi de crédits. Karlan et Zinman (2006) définissent le moral hazard « As any effect of repayment burden on default that stems from ex-post behavioral changes driven by the incentives of the contract. Repayment burden also includes a mechanical wealth or income effect: those with positive (negative) shocks to wealth or income may be more (less) able to repay higher-interest debt. »¹Cette absence de connaissance parfaite du comportement après l'octroi du crédit conduit à une situation où le marché ne peut être traité de façon globale. Cette situation apparaît chaque fois que l'emprunteur est susceptible de détourner une partie du résultat afin de réduire sa charge financière, ce qui laisse planer un doute sur le respect des conditions d'exécution des contrats. En présence d'aléa moral, les termes du contrat du crédit affectent le comportement de l'emprunteur et leur performance dans le sens qui influe le rendement du prêteur, même si les caractéristiques de l'emprunteur sont totalement connues par le prêteur (Bell 1990). En d'autres termes, en traitant le hasard moral, la distribution du rendement du projet est influencée par le comportement de l'emprunteur. Le prêteur doit prendre en compte des variables économiques pour bien octroyer un crédit à l'emprunteur.

$R_f = R_e (1-t) + R_e (1-i) (1-t) D/CP$ avec :

R_f : Taux de rentabilité financière

R_e : Taux de rentabilité économique

T : Taux de l'impôt sur la société

I : Taux d'intérêt moyen de l'emprunt

D : Dette financière

¹Dean KARLAN and Jonathan ZINMAN (June 2006) « *Observing Unobservables: Identifying Information Asymmetries with a Consumer Credit Field Experiment* », Center global development, Working Paper Number 109 (January 2007), P4

5- Raison de surliquidité monétaire de Madagascar

Madagascar a connu une destruction monétaire à cause du Réserve obligatoire élevée. Seulement 445,4 milliard a été mise en circulation pour satisfaire la liquidité bancaire. A Madagascar il y a trop de liquidités, on constate alors une inflation.

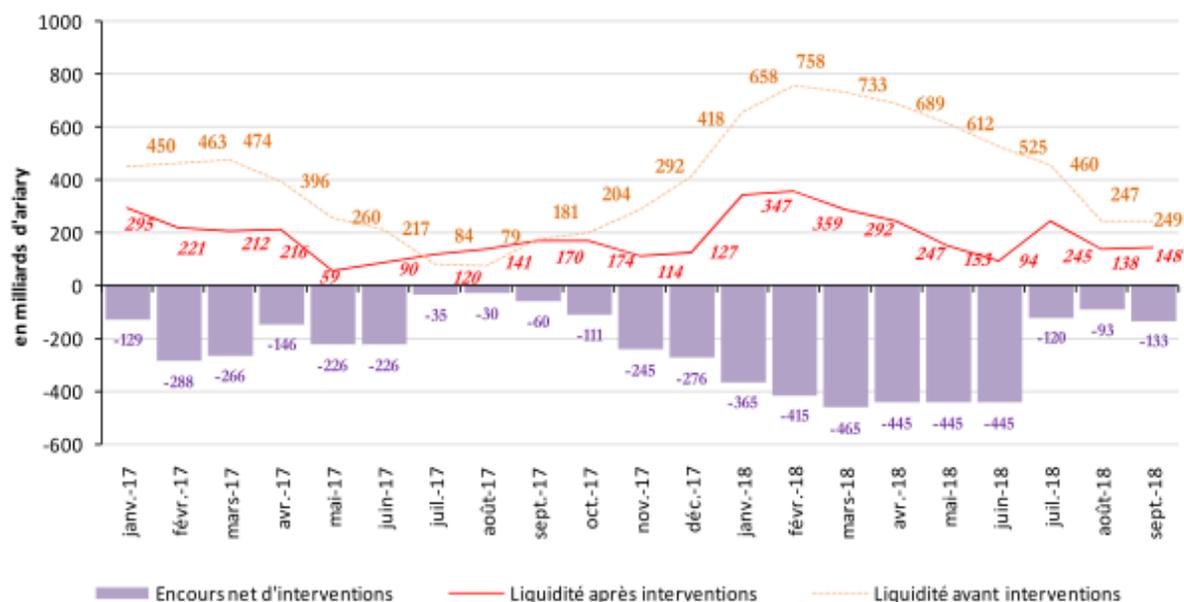
Pour l'année 2018, il y a un marché interbancaire entre les banques commerciales et la banques de second sang. Les banques commerciales sont déficit sur ses financements.

5.1) Interventions de BFM

BFM a maintenu une politique monétaire prudente. Cinq nouvelles OLP (Toutes échues en janvier 2019) ont ainsi été lancées, portant l'encours de liquidité gelée auprès de BFM à 113,0 milliards d'ariary, huit opérations principales de ponction (OPP) ont, en outre, permis à BFM d'absorber une partie de la surliquidité bancaire restante. Par ailleurs, une banque a eu recours à des demandes de FPM s'élevant entre 4,0 et 8,0 milliards d'ariary par jours en août et entre 1,0 et 4,0 milliards d'ariary par jours les dix premiers jours de septembre.

Rubriques	2017									Variation 9 mois
	jan.	fév.	mars	avr.	mai	juin	juil.	août	sept.	
SCB (fin de mois)	1208,2	989,5	1067,4	1092,6	901,7	811,9	884,7	981,2	1022,1	12,7
Ecart moyen fin de mois (SCB - RO)	295,5	221,3	211,9	216,4	59,3	90,1	119,6	141,0	169,5	
Rubriques	2018									Variation 9 mois
	jan.	fév.	mars	avr.	mai	juin	juil.	août	sept.	
SCB (moyenne fin de mois)	1385,5	1314,0	1271,3	1266,6	1170,3	1095,0	1216,4	1162,7	1123,8	-97,2
Ecart moyen fin de mois (SCB - RO)	346,7	359,3	292,0	246,6	152,8	94,3	244,7	138,4	148,2	

Evolution de la liquidité bancaire et des interventions de BFM
(en fin de période)



Source : Bulletin BFM, Edition septembre 2018, page 37

➤ Courbe de la liquidité bancaire et des interventions de BFM

5.2) La liquidité bancaire

Malgré ces opérations de ponction et les refinancements interbancaires, le solde en compte courant des banques (SCB) s'est renforcé en passant de 1 095,0 à 123,8 milliards d'ariary entre juin et septembre. Toutefois, sur les neuf premiers mois de l'année, le SCB a été en recul de 97,2 milliards d'ariary. Par rapport aux RO, la position moyenne du système bancaire s'est située à 148,2 milliards d'ariary ou 14,4 pour cent des RO à fin septembre, contre 94,3 milliards d'ariary ou 9,1 pour cent des RO à fin juin

Section 2 : les autres variables influençant l'octroi de crédit

Selon la banque centrale Madagascar on peut lister les contreparties de la création monétaire. La création monétaire se définit par l'octroi du nouveau crédit dans l'économie A Madagascar le taux directeur adopté par la banque centrale est de 9,5% , Pour Madagascar ce taux peut légèrement trouver l'équilibre entre l'inflation et la désinflation. D'après l'étude précédente, l'octroi de crédit constitue la création monétaire, les crédits qui font les dépôts non pas l'inverse. Au niveau de banque centrale la contrepartie de la création monétaire est déterminée par la créance nette sur l'Etat, Les avoirs extérieurs nets et la concours à l'économie. L'Etat malgache enregistre actuellement ses actifs aux sommes de million d'ariary, le gouvernement peut emprunter de l'argent auprès des secteurs financier à savoirs les banques, il adopte donc une stratégie nommée programme nette du gouvernement (PNG) pour recouvrir ses dépenses non recouvert par la ressource de l'Etat. Pour les particuliers, ils emprunter auprès de la banque commerciale pour financer ses projets, la créance sur l'économie désigne cette action effectuée par les particuliers. Finalement, les avoirs extérieurs nette désigne l'entrée en devise, l'excédante de l'exportation à l'importation constitue l'augmentation de réserve obligatoire puisque les monnaies nationales ne sont pas sorti de l'économie

Suite à l'étude économétrique on attribue la nomination de la variable économique ¹:

$$Y = \beta_0 + \beta_1 \text{AVOIRSEXTERIEUR} + \beta_1 \text{CREANCESURBANQUE} + \beta_3 \text{AUTRESCREANCE}$$

¹X₀ Désigne déjà la quantité de monnaie en circulation détenu par le secteur non financier

MONETAIRE ET LEURS CONTREPARTIES

(en millions d'aryari)

PERIODES	C O N T R E P A R T I E S							
	AVOIRS	CREANCES NETTES SUR L'ETAT			CREANCES SUR LES SECTEURS PARA-PUBLIC ET PRIVE			
		EXTERIEURS	Système bancaire	Autres créances	Total	Banques de dépôts	Trésor	Autres créances
	NETS (2)							
2016 Décembre	3 284 042	1 672 388	320 296	1 992 684	4 160 861	8 368	12 272	4 181 269
2017 Mars	3 578 909	1 813 913	298 328	2 112 241	4 215 479	30 061	14 100	4 259 640
Juin	3 144 074	1 882 911	327 660	2 210 570	4 288 223	10 701	15 067	4 313 991
Septembre	3 495 426	1 899 596	274 057	2 173 653	4 506 764	65 844	15 299	4 587 907
Décembre	4 416 819	1 823 835	269 248	2 093 084	4 804 487	87 606	15 392	4 907 485
2018 Mars	4 387 830	1 832 695	248 331	2 081 026	4 816 571	129 400	16 588	4 962 559
Juin	4 364 148	1 810 175	251 564	2 061 739	4 999 883	125 151	17 006	5 142 040
Septembre	4 794 895	1 946 400	271 845	2 218 244	5 276 176	104 666	16 944	5 397 786
2016 Janvier	2 603 241	1 508 512	257 102	1 765 613	3 749 716	46 995	5 675	3 802 387
Février	2 656 838	1 586 062	263 266	1 839 320	3 714 836	61 762	6 816	3 776 102
Mars	2 753 375	1 600 685	254 652	1 855 337	3 770 120	55 958	8 247	3 834 325
Avril	2 886 012	1 609 531	279 912	1 889 443	3 782 922	32 231	9 375	3 824 528
Mai	2 804 789	1 556 487	275 378	1 831 865	3 723 297	34 939	9 805	3 768 041
Juin	2 776 859	1 604 593	266 320	1 870 913	3 859 329	45 210	10 218	3 914 757
Juillet	2 615 724	1 608 993	292 305	1 901 298	3 965 805	20 754	10 399	3 996 958
Août	2 773 465	1 561 770	298 314	1 861 534	3 083 015	14 466	10 865	3 098 347
Septembre	2 860 030	1 667 501	279 552	1 947 053	3 979 767	35 623	11 226	4 026 616
Octobre	2 997 912	1 664 333	245 800	1 910 133	4 100 148	75 117	11 615	4 186 878
Novembre	3 154 762	1 708 727	266 480	1 975 207	4 096 547	57 536	11 932	4 166 016
Décembre	3 584 045	1 672 388	320 296	1 992 684	4 160 861	8 368	12 272	4 181 500
2017 Janvier	3 482 779	1 697 247	300 454	1 997 701	4 130 897	28 209	12 424	4 171 531
Février	3 406 777	1 658 967	276 595	1 935 563	4 182 988	52 997	13 587	4 249 571
Mars	3 578 909	1 813 913	298 328	2 112 241	4 215 479	30 061	14 100	4 259 640
Avril	3 486 984	1 769 254	250 426	2 019 681	4 260 347	77 931	14 234	4 352 513
Mai	3 349 120	1 805 120	245 859	2 050 979	4 176 522	82 939	14 281	4 273 742
Juin	3 144 074	1 882 911	327 660	2 210 570	4 288 223	10 701	15 067	4 313 991
Juillet	3 326 202	1 765 894	311 663	2 077 558	4 357 867	27 798	15 174	4 400 839
Août	3 402 500	1 786 880	281 186	2 068 066	4 383 221	58 964	15 361	4 457 547
Septembre	3 495 426	1 899 596	274 057	2 173 653	4 506 764	65 844	15 299	4 587 907
Octobre	3 741 862	1 879 161	254 535	2 133 696	4 623 324	90 186	15 427	4 728 938
Novembre	3 853 687	1 860 687	240 260	2 100 947	4 697 779	110 707	15 409	4 823 895
Décembre	4 416 819	1 823 835	269 248	2 093 084	4 804 487	87 606	15 392	4 907 485
2018 Janvier	4 376 847	1 706 555	280 458	1 987 013	4 704 921	88 607	15 756	4 809 285
Février	4 238 735	1 817 840	269 898	2 087 738	4 696 561	105 751	16 420	4 818 733
Mars	4 387 830	1 832 695	248 331	2 081 026	4 816 571	129 400	16 588	4 962 559
Avril	4 331 630	1 842 719	264 949	2 107 668	4 821 123	113 735	16 850	4 951 709
Mai	4 306 215	1 854 815	274 079	2 128 894	4 878 358	106 247	16 652	5 001 257
Juin	4 364 148	1 810 175	251 564	2 061 739	4 999 883	125 151	17 006	5 142 040
Juillet	4 384 051	1 823 729	246 563	2 070 312	5 042 761	128 624	17 143	5 188 528
Août	4 392 505	1 855 900	202 399	2 058 299	5 084 762	173 737	17 139	5 275 637
Septembre	4 794 895	1 946 400	271 845	2 218 244	5 276 176	104 666	16 944	5 397 786

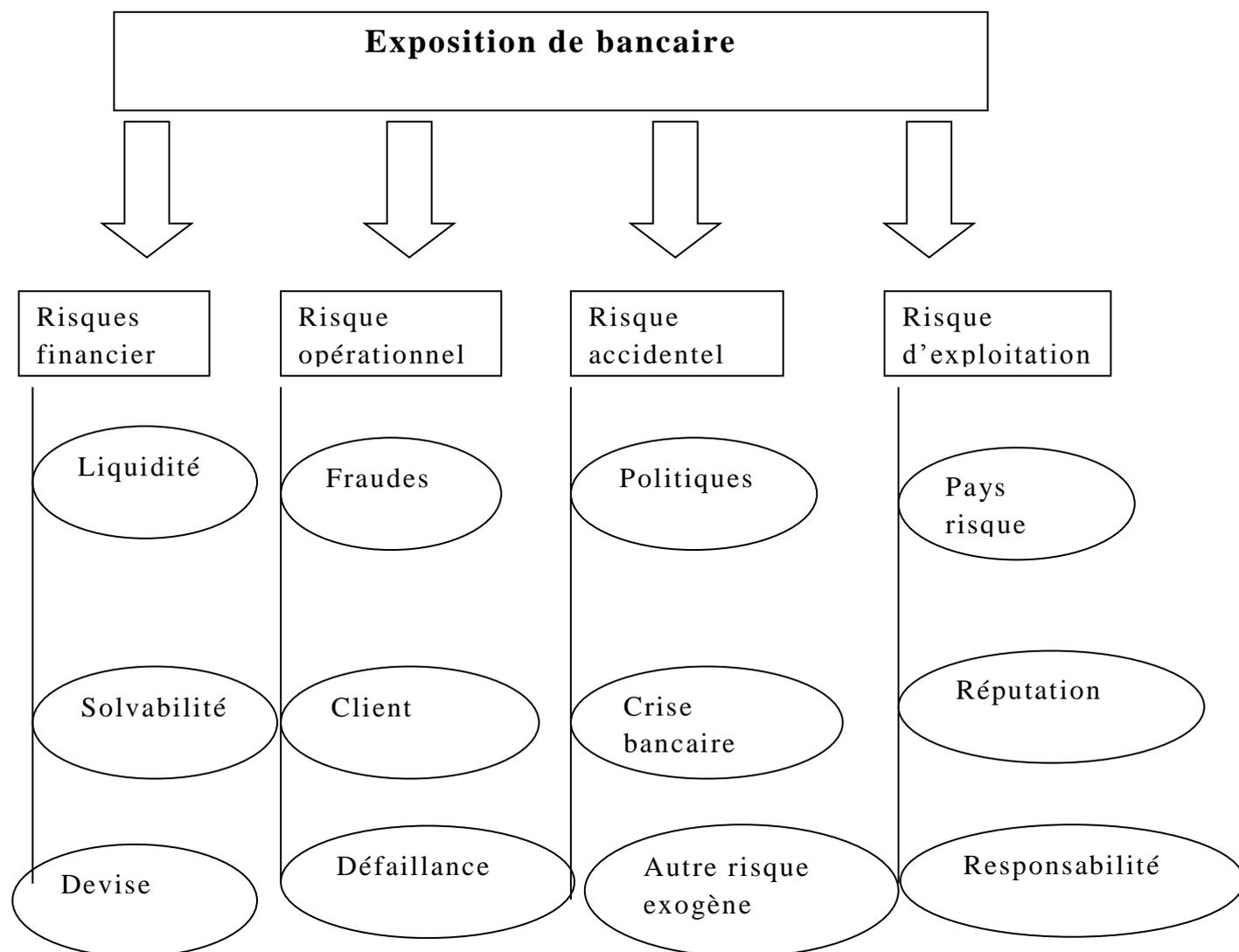
(2) La notion d'«avoirs extérieurs nets» sous-entend désormais les «avoirs extérieurs bruts» nets de tous les engagements extérieurs (à court terme et à long terme) à partir des séries publiées dans le BIS numéro 72

CONCLUSION

Suite à l'analyse, on trouve que la banque commerciale ne peut pas octroyer de crédit en raison d'asymétrie d'information et les surliquidités qui engendrent l'inflation. Des outils économétriques sont menés pour faire l'analyse et établir les influences des variables économiques comme le taux d'intérêt ; Demande de monnaie

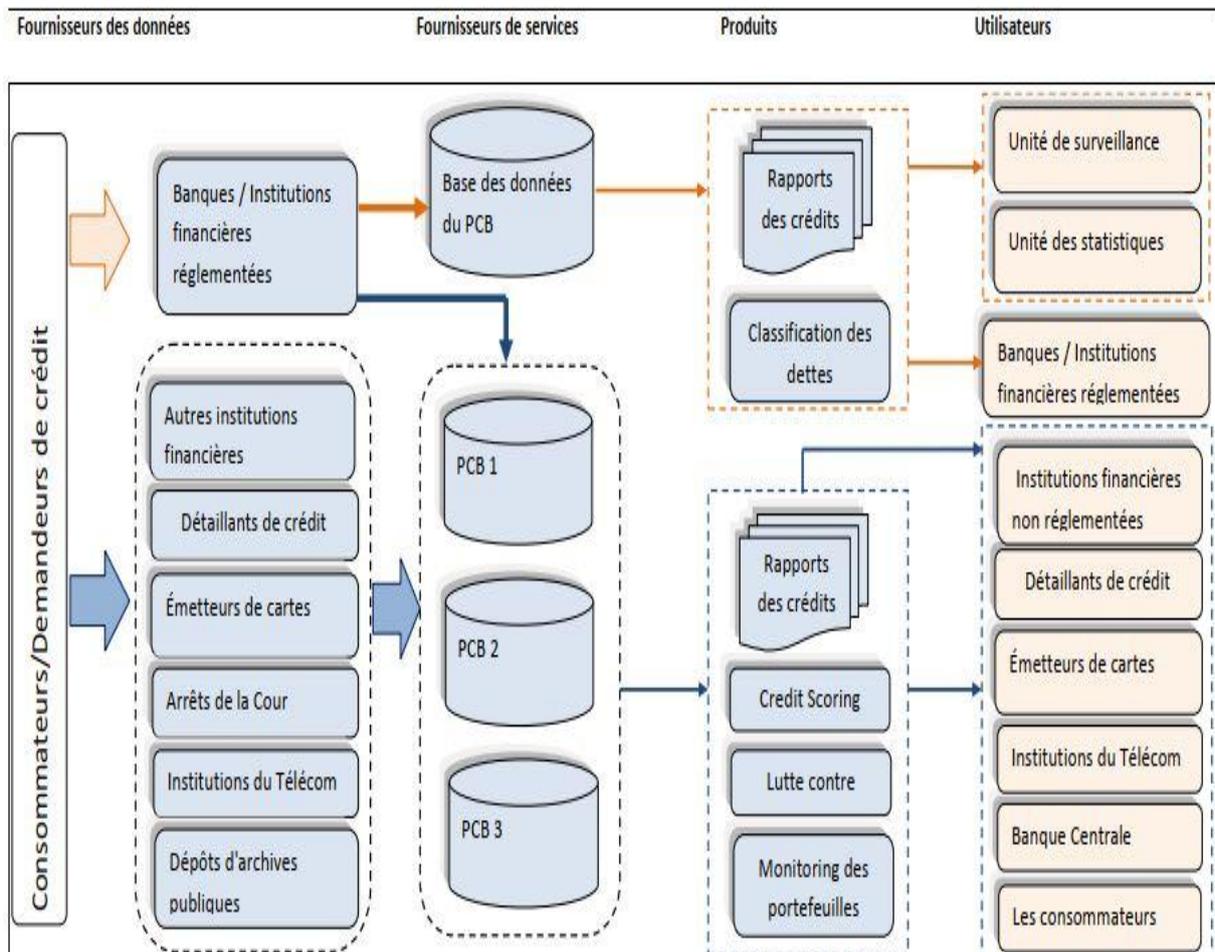
ANNEXES

ANNEXES 1 : les risques bancaires



Sources : Pascal HODONOU DANNON (2009), P5

ANNEXES 2 : modèle expliquant le registre des crédits publics et privée



Source: World Bank report (2011)

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENT	2
SOMMAIRE	3
RESUME :	1
INTRODUCTION GENERALES	2
PARTIE 1	3
ETUDE THEORIQUE DE LA MONNAIE ET CREDIT	3
Section 1 : Monnaie et crédits	5
1) Histoire de la dématérialisation de la monnaie:	5
2) Généralités sur les crédits bancaires :	5
2.1) Les différents types de crédits bancaires :	6
3) Les fonctions de la monnaie :	8
4) Elucidation de la confusion de la monnaie et crédits dans l'économie politique du XVIIIe siècle :	9
5) La demande de monnaie :	11
6) Théories classique de demande de monnaie :	14
7) Les instruments de la politique monétaire :	15
8) Les canaux de transmission de la politique monétaire	15
Section 2 : modèle économétrique	18
1) Etudes économétriques :	18
2) Propriétés de l'estimateur de moindre carrée ordinaire :	19
PARTIE 2	21
L'APPLICATION DE L'ETUDE DE MONNAIE DANS LE CAS DE MADAGASCAR	21
Section 1 : blocage d'octrois de crédits	23
1) Les fuites de la monnaie :	23
2- L'existence d'asymétries d'information	24
3- Présence du manquement de besoin d'octroi de crédit, le rapport des indicateurs macroéconomiques	24
4- Notion de l'asymétrie d'information en réalité	27
4.1) La sélection adverse :	28
4.2) L'asymétrie ex-post ou aléa morale :	29
5- Raison de surliquidité monétaire de Madagascar	30

5.1) Interventions de BFM	30
5.2) La liquidité bancaire	31
Section 2 : les autres variables influençant l'octroi de crédit	32
CONCLUSION.....	34
ANNEXES	35
ANNEXES 1 : les risques bancaires.....	35
ANNEXES 2 : modèle expliquant le registre des crédits publics et privée	36
BIBLIOGRAPHIE	39

BIBLIOGRAPHIE

- Véroniques LeCollin et Bruno Collin, histoire de la monnaie, Editions trésor du patrimoine, 2004. Et Jean Marie Albertini, histoire de la monnaie, du troc à l'euro, Edition sélection du Reader 'Digest, 200, pp 15.29
- Bouyacoub F. : « L'entreprise et le financement bancaire » ; Edition Casbah ; Alger ; 2003 ; P.229
- Charles Rist, histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie depuis John Law jusqu'à nos jours, librairie du recueil Sirey 22 Rue Soufflot, Paris (v) 1938 pp 20-34
- Milton FRIEDMAN, «The Quantity Theory of Money, A Restatement », dans Studies in the Quantity Theory of Money (Chicago, traduit dans Théorie Monétaire, sous la direction de R.S. Thorn, Paris, Dunod, 1971, pp. 69-91
- Irving FISHER, The Purchasing Power of Money (New York, 1911) ; J.M. KEYNES, A Treatise on Money (Londres et New York, 1930) ; Power of Money (New York, 1911)
- François Eric Racicot Raymond Théoret, Traité d'économétrie financière, modélisation financière, 2001 presses d'université de Québec
- Dean KARLAN and Jonathan ZINMAN (June 2006) « Observing Unobservables: Identifying Information Asymmetries with a Consumer Credit Field Experiment », Center global development, Working Paper Number 109 (January 2007), P4 Québec, delta I pp 100-116
- G. DEBREU (1959) « Theory of Value ». New York, Wiley. Cité par : Abdelkader GLIZ (Octobre 2010) « théorie des jeux et Economie de l'information », Alger, P107
- Luc B-R. : « Pratique de technique bancaire » ; 21^{ème} édition ; Dunod ; Paris ; 2001 ; p 28
- C. DESCAMPS et J. SOICHOT « Economie et gestion de la banque », Paris, Editions Ems, 2002, p.13